

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/34558]

1 DECEMBRE 2022. — Décret modifiant le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, tel que modifié par le décret du 28 octobre 2021, est complété par les points 25° à 31° rédigés comme suit:

« 25° « Labélisation »: mécanisme élaboré par une fédération sportive reconnue en application des articles 21 et suivants ou par la fédération sportive handisport et visant à identifier et classer l'ensemble ou une partie de ses cercles affiliés selon des critères sportifs et extra-sportifs déterminés selon les articles 43/12 à 43/16 du présent décret;

26° « Détection sportive »: processus de recherche, d'identification et d'accompagnement des hauts potentiels sportifs qui ne disposent pas de statut par une fédération sportive reconnue en application des articles 21 et suivants ou par la fédération sportive handisport;

28° « Décret éthique »: décret du 14 octobre 2021 visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique;

29° « CSL »: centre sportif local tel que défini à l'article 2 du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégré;

30° « CSLi »: centre sportif local intégré tel que défini à l'article 3 du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégré;

31° « Sportif à haut potentiel »: sportif identifié dans un processus de détection comme disposant, grâce à ses capacités, de probabilités d'évolution permettant d'envisager d'atteindre le niveau d'octroi d'un statut sportif. ».

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit: « Art. 2. Le Mouvement sportif organisé s'engage à observer le Code d'éthique et ses chartes sportives. ».

Art. 3. L'article 21, 15°, du même décret est remplacé par ce qui suit: « 15° intègre le Code d'éthique sportive et ses chartes sportives au sein de ses différents règlements et prend les mesures nécessaires pour en assurer la promotion auprès de et par ses cercles, ses membres, ses arbitres, ses cadres sportifs et administratifs conformément au décret éthique. ».

Art. 4. L'article 21, 16°, c), du même décret, tel que modifié par le décret du 28 octobre 2021, est complété par ce qui suit: « Le plan est établi pour une période de 4 ans à la date de la reconnaissance ou du renouvellement de la reconnaissance. Il est évalué après 2 ans selon des modalités à déterminer par le Gouvernement. ».

Art. 5. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit: « Des subventions ».

Art. 6. Dans le chapitre IV, il est inséré une section V intitulée « Des subventions pour l'achat de matériel sportif ».

Art. 7. Dans la section V, insérée par l'article 6, sont insérés les articles 43/1 à 43/5 rédigés comme suit:

« Art. 43/1. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pour encourager et promouvoir la pratique sportive, le Gouvernement octroie des subventions pour l'achat de matériel sportif.

§ 2. Pour l'application de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, on entend par « matériel sportif », le matériel directement destiné à la pratique des disciplines sportives proposées par le bénéficiaire.

§ 3. Sont, notamment, exclus du champ d'application de la présente subvention sans que cette liste ne soit exhaustive:

1° les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, sont consommables ou d'une utilisation de courte durée;

2° les équipements personnels ou considérés comme tels, des pratiquants sportifs;

3° le matériel à finalité sécuritaire, à l'exception du défibrillateur externe automatique;

4° les frais de transport, de montage et de fixation du matériel;

5° le matériel d'évaluation et de suivi de l'entraînement.

Art. 43/2. § 1^{er}. Peuvent bénéficier de la subvention visée à l'article 43/1:

1° les fédérations sportives;

2° les fédérations sportives non compétitives;

3° la fédération sportive handisport;

4° les associations sportives multidisciplinaires;

5° l'association sportive handisport de loisir;

6° l'association du sport scolaire;

7° l'association du sport dans l'enseignement supérieur;

8° les cercles sportifs affiliés aux bénéficiaires repris sous les points 1° à 7°;

9° les CSL ou CSLi;

10° les administrations publiques de la région de langue française et celles de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

11° les associations chargées de la gestion d'installations sportives créées en partenariat par des pouvoirs publics ou des institutions de droit public de la région de langue française et des pouvoirs publics ou des institutions de droit public de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

§ 2. Pour bénéficier des subventions visées à l'article 43/1, les bénéficiaires visés au § 1^{er} doivent répondre aux conditions suivantes:

- 1° ne pas poursuivre de but lucratif;
- 2° avoir leur siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° tenir une comptabilité régulière;
- 4° disposer d'installations présentant toutes les garanties de sécurité, permettant de pratiquer valablement la ou les disciplines sportives concernées par la demande de subvention et avoir des activités régulières dans cette ou ces disciplines ainsi qu'un nombre suffisant de pratiquants;
- 5° disposer de locaux permettant l'entreposage du matériel sportif dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation;
- 6° n'utiliser le matériel sportif subventionné qu'aux fins et dans les conditions précisées dans la demande de subvention;
- 7° accepter le contrôle des installations visées aux points 4° et 5° et celui de l'utilisation du matériel subventionné par les services compétents;
- 8° s'engager à assurer le matériel objet de la subvention contre la perte, le vol et la destruction;
- 9° bénéficier d'une affiliation à la fédération sportive handisport ou à l'association sportive handisport de loisir pour les cercles sportifs en ce qui concerne l'achat de matériel sportif destiné à une pratique sportive adaptée ou handisport.

Le Gouvernement peut déterminer des conditions particulières supplémentaires.

Art. 43/3. § 1^{er} Le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond, au maximum, au prix plafond déterminé par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement détermine un pourcentage d'intervention maximum ou un montant forfaitaire d'intervention.

Art. 43/4. Le Gouvernement fixe:

- 1° la liste par discipline sportive ou famille de disciplines des matériels sportifs subventionnables;
- 2° la liste des prix plafonds unitaires par matériel sportif.

Art. 43/5. Le Gouvernement détermine:

- 1° les conditions, les modalités de calcul et d'octroi des subventions;
- 2° la procédure d'octroi des subventions. ».

Art. 8. Dans le chapitre IV, il est inséré une section VI intitulée « De la subvention à l'organisation de compétitions nationales ».

Art. 9. Dans la section VI, insérée par l'article 8, sont insérés les articles 43/6 à 43/8 rédigés comme suit »:

« Art. 43/6. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, des subventions en vue d'organiser, dans la région de langue française ou dans la Région de Bruxelles-Capitale, des compétitions sportives à caractère national et non récurrentes au cours de la même année.

§ 2. Pour l'application de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, on entend par « compétition à caractère national »: une compétition inscrite au calendrier officiel de l'instance nationale compétente et visant à attribuer un ou plusieurs titres de champion de Belgique en catégorie senior.

Dans le contexte des sports individuels, sont concernés par une compétition sportive à caractère national les sportifs disposant d'un statut de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de jeune talent.

Dans le contexte des sports d'équipe, sont concernés par une compétition sportive à caractère national les cercles sportifs affiliés à une fédération sportive ou à la fédération sportive handisport comptant dans leur effectif un ou plusieurs sportifs disposant d'un statut de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de jeune talent.

Art. 43/7. Peuvent bénéficier de la subvention visée à l'article 43/5 en vue d'organiser, dans la région de langue française ou dans la Région de Bruxelles-Capitale, des compétitions sportives à caractère national:

- 1° les fédérations sportives reconnues en application des articles 21 et suivants;
- 2° la fédération sportive handisport;
- 3° l'Association du sport dans l'enseignement supérieur;
- 4° les cercles affiliés, depuis au moins une année civile accomplie au moment de l'introduction de la demande, aux fédérations sportives reconnues et à la fédération sportive handisport;
- 5° les associations sans but lucratif ayant obtenu l'accord écrit d'une fédération sportive reconnue ou de la fédération sportive handisport ou d'un cercle affilié, depuis au moins une année civile accomplie au moment de l'introduction de la demande, aux fédérations sportives reconnues et à la fédération sportive handisport.

Art. 43/8. Le Gouvernement détermine:

1° la nature des dépenses réputées admissibles directement liées à l'organisation de la compétition à caractère national, à savoir notamment les frais:

- a) de consultance;
 - b) de location des installations sportives;
 - c) d'achat ou de location de matériel sportif;
 - d) d'assurance et de sécurité;
 - e) d'indemnisation des volontaires;
 - f) de communication et de promotion;
 - g) de droits d'inscription à l'organisation payés à l'instance nationale compétente.
- 2° les éventuels plafonds d'intervention aux dépenses réputées admissibles;
 - 3° les conditions et les modalités de calcul et d'octroi des subventions;

4° la procédure d'octroi des subventions. ».

Art. 10. Dans le chapitre IV, il est inséré une section VII intitulée « Des subventions aux manifestations sportives à caractère international ».

Art. 11. Dans la section VII, insérée par l'article 10, sont insérés les articles 43/9 à 43/12 rédigés comme suit:

« Art. 43/9. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, des subventions en vue d'organiser, de la région de langue française ou de la Région de Bruxelles-Capitale, des compétitions sportives à caractère international ou de participer à des compétitions sportives à caractère international en-dehors du territoire de la région de langue française ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Pour l'application des subventions visées au paragraphe 1^{er}, on entend par « compétition sportive à caractère international » le plus haut niveau de compétition inscrite au calendrier officiel de l'instance internationale compétente visant à la préparation, à la qualification et à la participation à un Championnat d'Europe, du Monde, des Jeux olympiques et paralympiques et assimilés.

Dans le contexte des sports individuels, sont concernés par une compétition sportive à caractère international les sportifs disposant d'un statut de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de jeune talent.

Dans le contexte des sports d'équipe, sont concernés par une compétition sportive à caractère international les équipes nationales et les cercles sportifs affiliés à une fédération sportive ou à la fédération sportive handisport comptant dans leur effectif un ou plusieurs sportifs disposant d'un statut de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de jeune talent.

Dans le contexte des cercles sportifs, seul le niveau de la plus haute compétition mondiale ou européenne est pris en considération.

Art. 43/10. Peuvent bénéficier de la subvention visée à l'article 43/8 en vue d'organiser, dans la région de langue française ou dans la Région de Bruxelles-Capitale, des compétitions sportives à caractère international:

1° les fédérations sportives reconnues en application des articles 21 et suivants;

2° la fédération sportive handisport;

3° l'association du sport dans l'enseignement supérieur dans le contexte des Universiades et des Championnats du Monde universitaires;

4° les cercles affiliés, depuis au moins une année civile accomplie au moment de l'introduction de la demande, aux fédérations sportives reconnues et à la fédération sportive handisport;

5° les associations sans but lucratif ayant obtenu l'accord écrit d'une fédération sportive reconnue ou de la fédération sportive handisport ou d'un cercle affilié, depuis au moins une année civile accomplie au moment de l'introduction de la demande, aux fédérations sportives reconnues et à la fédération sportive handisport.

La subvention octroyée peut couvrir les cadres d'intervention suivants:

1° le dépôt de candidature: les éléments liés à l'élaboration et à la présentation du dossier de candidature;

2° l'attribution d'organisation: les éléments consécutifs à la désignation formelle en amont de l'organisation;

3° l'organisation de la compétition: les éléments liés à l'organisation.

Art. 43/11. Peuvent bénéficier de la subvention visée à l'article 43/8 en vue de participer à des compétitions sportives à caractère international en-dehors de la Communauté française:

1° les fédérations sportives reconnues en application des articles 21 et suivants ne disposant pas de subvention complémentaire destinée à soutenir la réalisation d'un plan-programme de développement du sport de haut niveau telle que décrite à l'article 37, § 1^{er};

2° la fédération sportive handisport, pour autant que les compétitions visées ne soient pas reprises au programme paralympique et ne figurent pas dans son plan-programme;

3° l'association du sport dans l'enseignement supérieur dans le contexte des Universiades et des Championnats du Monde universitaires;

4° les cercles affiliés, depuis au moins une année civile accomplie au moment de l'introduction de la demande, aux fédérations sportives reconnues et à la fédération sportive handisport.

Art. 43/12. Le Gouvernement détermine:

1° la nature des dépenses réputées admissibles directement liées à l'organisation ou à la participation à la compétition à caractère international, à savoir notamment les frais:

a) de consultance;

b) de location des installations sportives;

c) d'achat ou de location de matériel sportif;

d) d'assurance et de sécurité;

e) d'indemnisation des volontaires;

f) de communication et de promotion;

g) d'hébergement et de déplacement;

h) d'arbitrage;

i) de droits d'inscription à l'organisation requis par l'instance internationale compétente.

2° les éventuels plafonds d'intervention aux dépenses réputées admissibles;

3° les conditions, les modalités de calcul et d'octroi des subventions;

4° la procédure d'octroi des subventions. ».

Art. 12. La section IIIbis du chapitre IV du même décret, telle qu'insérée par le décret du 15 décembre 2021, est abrogée.

Art. 13. Dans le chapitre IV du même décret, il est inséré une section VIII intitulée « De la subvention au développement de la qualité sportive ».

Art. 14. Dans la section VIII, insérée par l'article 13, sont insérés les articles 43/13 à 43/17 rédigés comme suit:

« Art. 43/13. Le Gouvernement octroie, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, des subventions complémentaires aux fédérations sportives reconnues en application des articles 21 et suivants et à la fédération sportive handisport pour encourager la réalisation de programmes de développement de la qualité sportive.

Art. 43/14. Les programmes de développement de la qualité sportive se répartissent en trois catégories d'intervention:

- 1° la labélisation des cercles affiliés pour la formation des jeunes de 6 à 23 ans accomplis et de 6 à 25 ans pour les cercles affiliés aux fédérations sportives handisport;
- 2° la détection sportive;
- 3° la formation spécialisée.

Le Gouvernement détermine, sur la base des crédits disponibles, pour une période de deux ans, les montants minimum et maximum affectés pour chaque catégorie d'intervention.

Art. 43/15. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine le cadre minimal et les critères minimaux applicables aux fédérations sportives et la fédération sportive handisport, ainsi que les modalités d'introduction du cadre de labélisation, de validation, d'évaluation et de sanction en cas de non-respect du cadre validé qui comprend les éléments suivants:

- 1° les objectifs généraux du cadre de labélisation;
- 2° les indicateurs de suivi, de contrôle et d'évaluation;
- 3° les catégories de classification des cercles;
- 4° les modalités de sanction, de suspension et de retrait du label en cas de manquement en matière de lutte contre le dopage et d'éthique sportive.

En vue de l'octroi d'une subvention complémentaire pour la catégorie visée à l'article 43/14, 1°, les fédérations sportives et la fédération sportive handisport introduisent auprès de l'Administration, un cadre de labélisation pour la formation des jeunes, tenant compte du cadre minimal repris à l'alinéa 1^{er} du présent article et, a minima, contenant:

- 1° les critères et finalités fixés pour chacune des catégories qui comprennent notamment:
 - a) les normes et niveau d'encadrement par catégorie de classification;
 - b) les volumes et niveau d'entraînement;
 - c) le nombre d'arbitres formés;
 - d) les engagements en termes de promotion et de respect de l'éthique sportive;
- 2° les services et contreparties des fédérations sportives ou de la fédération sportive handisport aux bénéficiaires des cercles;
- 3° les modalités et critères de ventilation du subside éventuel entre l'ensemble ou une partie des clubs labélisés en fonction des catégories de classification(s).

Le cadre de labélisation pour la formation des jeunes s'étend sur une période de quatre ans à dater de sa validation par l'Administration. Une évaluation intermédiaire est programmée après deux ans. Les fédérations sportives et la fédération sportive handisport en assurent l'actualisation après évaluation.

Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement peut limiter le nombre de catégories subventionnables par fédération sportive ou fédération sportive handisport.

§ 2. Le montant de la subvention complémentaire pour la labélisation des cercles affiliés est l'addition des produits du coefficient fixé par le Gouvernement, pour une période de 2 ans, aux éléments suivants:

- 1° le nombre de cercles labélisés;
- 2° le nombre de sportifs affiliés de 6 ans à 23 ans accomplis et de 6 à 25 ans accomplis pour les cercles affiliés aux fédérations sportives handisport au sein des clubs labélisés;
- 3° le nombre de cadres à vocation pédagogique brevetés et sportivement impliqués affiliés au sein des cercles labélisés;
- 4° le nombre d'arbitres affiliés et régulièrement désignés au sein des clubs labélisés;
- 5° le nombre de cadres sportifs à vocation managériale brevetés des cercles affiliés;
- 6° le nombre d'arbitres affiliés au sein des clubs labélisés disposant d'un statut d'arbitre de haut niveau ou d'arbitre national;
- 7° le nombre de cercles labélisés disposant d'une affiliation à une fédération sportive reconnue et à la fédération sportive handisport ou à l'association sportive handisport de loisir.

Le Gouvernement peut déterminer une majoration forfaitaire du montant total obtenu par fédération sportive reconnue et pour la fédération sportive handisport disposant pour l'ensemble des catégories d'un critère visant à la contribution de la réalisation des Objectifs de développement durable suivants:

- 1° parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles;
- 2° garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable;
- 3° réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre;
- 4° établir des modes de consommation et de production durables;
- 5° prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions;
- 6° préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

Le Gouvernement peut déterminer, après en avoir fixé les critères, une majoration forfaitaire du montant total obtenu par fédération sportive reconnue et pour la fédération sportive handisport à titre de frais de fonctionnement visant la gestion et le contrôle de leur cadre de labélisation. Elles sont seules responsables de l'utilisation des subventions faite par les cercles affiliés.

§ 3. La subvention complémentaire pour la labélisation des cercles affiliés est destinée à soutenir directement les cercles labélisés pour la formation et l'intégration des jeunes.

Les fédérations sportives reconnues et la fédération sportive handisport assurent le contrôle de la bonne utilisation des montants alloués aux cercles affiliés. Elles sont seules responsables de l'utilisation des subventions faites par les cercles affiliés. Elles sont chargées, à ce titre, de recueillir auprès de leurs cercles affiliés les documents nécessaires à la bonne justification de l'utilisation des subventions auprès de la Communauté française.

§ 4. Pour déterminer le calcul de la subvention complémentaire, seules les informations relatives aux cercles labélisés, dans les catégories retenues, sont prises en considération.

§ 5. Le Gouvernement peut déterminer un forfait spécifique pour chaque critère par fédération sportive et fédération sportive handisport.

§ 6. Pour la subvention complémentaire pour la labélisation des cercles affiliés, le Gouvernement détermine:

1° la nature des dépenses réputées admissibles directement liées à la formation des jeunes et à la gestion du cadre de labellisation, à savoir, notamment:

- a) les frais liés aux indemnités des cadres à vocation pédagogique;
 - b) les frais liés à la formation des cadres à vocation pédagogique;
 - c) les frais liés aux locations des infrastructures sportives;
 - d) les frais liés à l'acquisition de matériel sportif non durable;
 - e) les frais liés aux transports groupés pour les compétitions de jeunes;
 - f) les frais liés à la mise en place de projets éthiques par le délégué "Vivons Sport", tel que défini à l'article 16, § 2, du décret éthique;
- 2° les éventuels plafonds d'intervention aux dépenses réputées admissibles;
- 3° les conditions et les modalités d'octroi de la subvention;
- 4° la procédure d'octroi de la subvention.

§ 7. Le Gouvernement peut déterminer un forfait spécifique par fédération sportive reconnue ou fédération sportive handisport.

Art. 43/16. § 1^{er}. Pour la subvention complémentaire visée à l'article 43/14, 2°, le Gouvernement détermine:

1° pour une période de deux ans, les orientations minimales que doit contenir le programme d'identification et d'accompagnement des sportifs à haut potentiel;

2° la procédure à suivre pour l'introduction et la validation du programme d'identification et d'accompagnement ainsi que les modalités d'évaluation.

§ 2. Pour déterminer le montant de la subvention complémentaire visée au § 1^{er}, le Gouvernement:

1° approuve le cadre de référence technique proposé par la fédération sportive ou la fédération sportive handisport reprenant notamment les critères spécifiques de sélection aux différents statuts et les tranches d'âge;

2° détermine la nature des dépenses réputées admissibles découlant directement du programme d'identification et d'accompagnement des sportifs à haut potentiel, à savoir, notamment:

- a) les frais de location d'infrastructures sportives et d'hébergement des sportifs et des cadres à vocation pédagogique;
 - b) les frais liés aux indemnités des cadres à vocation pédagogique permanents ou occasionnels;
 - c) les frais liés aux déplacements des cadres à vocation pédagogique permanents ou occasionnels;
 - d) les frais liés à la location de matériel sportif;
 - e) les frais liés à l'acquisition de matériel sportif non durable;
 - f) les frais liés à la conception et l'opérationnalisation des actions mises en place;
 - g) les frais liés aux transports collectifs des sportifs, hors ceux visés à l'article 43/14, § 6, e);
 - h) les frais liés à la participation ou à l'organisation de compétition sportive;
- 3° détermine les éventuels plafonds d'intervention aux dépenses réputées admissibles;
- 4° détermine les critères de performance valorisable;
- 5° détermine les conditions, les modalités de calcul et d'octroi de la subvention.

§ 3. Le Gouvernement peut déterminer un forfait spécifique par fédération sportive reconnue ou fédération sportive handisport.

Art. 43/17. § 1^{er}. Pour la subvention complémentaire visée à l'article 43/14, 3°, le Gouvernement détermine:

1° pour une période de deux ans, la nature, le contenu et les objectifs d'une formation spécialisée mutualisable entre les fédérations et associations sportives disposant d'un plan-programme formation de cadres tel que décrit à l'article 42, § 1^{er}, à destination de cadres sportifs à vocation pédagogique ou managériale des fédérations sportives reconnues et de la fédération sportive handisport visant à renforcer des compétences pédagogiques spécifiques;

2° les critères d'éligibilité des fédérations sportives reconnues et de la fédération sportive handisport;

3° le cadre de coordination et de mutualisation;

4° la nature des dépenses réputées admissibles, à savoir, notamment;

- a) les frais de consultance;
 - b) les frais de personnel;
 - c) les frais administratifs;
 - d) les frais de conception et de rédaction des référentiels de formation;
 - e) les frais liés à l'organisation des formations;
- 5° les éventuels plafonds d'intervention aux dépenses réputées admissibles;

6° le pourcentage de l'avance de la subvention pro-méritée;

7° le calcul de la subvention.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer un forfait spécifique par fédération sportive reconnue ou fédération sportive handisport. ».

Art. 15. Dans le chapitre VI du même décret, il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit:

« Article 45/1. Les demandes de subvention pour l'achat de matériel sportif introduites avant la date d'entrée en vigueur des articles 6 et 7 du décret du 1^{er} décembre 2022 restent soumises aux dispositions antérieurement en vigueur. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 461-1. – Amendement(s) en commission, n° 461-2 - Rapport de commission, n° 461-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 461-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 30 novembre 2022

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/34558]

**1 DECEMBER 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019
betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 28 oktober 2021, wordt aangevuld met de punten 25° tot en met 31° die als volgt worden geformuleerd:

25° "Labelling": mechanisme ontwikkeld door een sportfederatie erkend in toepassing van de artikelen 21 en volgende of door de gehandicapten sportfederatie en gericht op de identificatie en classificatie van alle of een deel van haar aangesloten clubs volgens sportieve en niet-sportieve criteria bepaald overeenkomstig de artikelen 43/12 tot 43/16 van dit decreet;

26° "Sportopsporing": het proces van het zoeken, identificeren en begeleiden van sporters met hoog potentieel die geen status hebben bij een met toepassing van de artikelen 21 en volgende erkende sportbond of bij de gehandicapten sportbond;

28° "Ethiekdecreet": decreet van 14 oktober 2021 betreffende sportethiek en tot oprichting van een waarnemingscentrum voor ethiek in lichamelijke en sportieve activiteiten, alsook van een ethisch netwerk;

29° "CSL": lokaal sportcentrum zoals gedefinieerd in artikel 2 van het decreet van 27 februari 2003 tot regeling van de erkenning en subsidiëring van lokale sportcentra en geïntegreerde lokale sportcentra;

30° "CSLi": geïntegreerd lokaal sportcentrum zoals gedefinieerd in artikel 3 van het decreet van 27 februari 2003 tot regeling van de erkenning en subsidiëring van lokale sportcentra en geïntegreerde lokale sportcentra;

31° "Sporter met hoog potentieel": een sporter waarvan in een screeningsproces is vastgesteld dat hij het potentieel heeft om zich te ontwikkelen tot het niveau waarop hem of haar een sportstatus kan worden verleend."

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 2 De georganiseerde sportbeweging verbindt zich ertoe de Ethische Code en zijn sportcharters na te leven.

Art. 3. Artikel 21, 15°, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst: "15° integreert de Code voor Sportethiek en zijn sportcharters in haar verschillende reglementen en neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat deze worden gepromoot bij en door zijn clubs, leden, scheidsrechters, sport- en administratief personeel in overeenstemming met het Ethiekdecreet.

Art. 4. Artikel 21, 16°, c), van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 oktober 2021, wordt aangevuld met het volgende: "Het plan wordt opgesteld voor een periode van 4 jaar vanaf de datum van erkenning of verlenging van de erkenning. Het wordt na twee jaar geëvalueerd volgens door de regering vast te stellen procedures."

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen door hetgeen volgt: "Subsidies".

Art. 6. In hoofdstuk IV wordt een afdeling V ingevoegd met als opschrift "Subsidies voor de aanschaf van sportuitrusting".

Art. 7. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 6, worden de volgende artikelen 43/1 tot en met 43/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/1. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de regering, om de sportbeoefening aan te moedigen en te bevorderen, subsidies voor de aankoop van sportuitrusting.

§ 2. Voor de toepassing van de in paragraaf 1 bedoelde subsidie wordt onder "sportuitrusting" verstaan de uitrusting die rechtstreeks bestemd is voor de beoefening van de door de begunstigde aangeboden sportdisciplines.

§ 3. Van het toepassingsgebied van deze subsidie zijn inzonderheid uitgesloten, zonder dat deze lijst uitputtend is:

- 1° apparatuur en toebehoren die door hun aard zelf verbruiksgoederen zijn of een korte levensduur hebben;
- 2° de persoonlijke uitrusting of de als zodanig beschouwde uitrusting van sporters;
- 3° apparatuur om veiligheidsdoeleinden, met uitzondering van de automatische externe defibrillator;
- 4° de kosten voor het vervoer, de montage en de bevestiging van het materiaal;
- 5° het evaluatie- en controleapparaat voor de opleiding.

Art. 43/2. § 1. Kunnen de subsidie bedoeld in artikel 43/1 genieten:

- 1° sportbonden;
- 2° niet-competitieve sportbonden;
- 3° de gehandicapten sportfederatie;
- 4° multidisciplinaire sportverenigingen;
- 5° de recreatieve sportvereniging voor gehandicapten;
- 6° de schoolsportvereniging;
- 7° de vereniging voor sport in het hoger onderwijs;
- 8° sportclubs die aangesloten zijn bij de onder de punten 1° tot en met 7° genoemde begunstigten;
- 9° CSL of CSLi;
- 10° de openbare besturen van het Franse taalgebied en die van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die wegens hun activiteiten moeten worden geacht uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren;
- 11° de verenigingen belast met het beheer van sportfaciliteiten die in partnerschap zijn opgericht door de overheden of publiekrechtelijke instellingen van het Franse taalgebied en de overheden of publiekrechtelijke instellingen van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die wegens hun activiteiten moeten worden geacht uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 43/1 bedoelde subsidies moeten de in § 1 bedoelde begunstigten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° geen winstoogmerk nastreven;
- 2° hun zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 3° een regelmatige boekhouding voeren;
- 4° beschikken over installaties die alle veiligheidsgaranties bieden, waardoor de sport(en) waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft, op een geldige manier kunnen worden beoefend en over regelmatige activiteiten in deze discipline(s) en over een voldoende aantal deelnemers;
- 5° beschikken over lokalen die de opslag van sportmateriaal in goede veiligheids- en conserveringsomstandigheden mogelijk maken;
- 6° het gesubsidieerde sportmateriaal uitsluitend gebruiken voor de in de subsidieaanvraag vermelde doeleinden en voorwaarden;
- 7° de controle op de in de punten 4 en 5 bedoelde installaties en de controle op het gebruik van de gesubsidieerde apparatuur door de bevoegde diensten aanvaarden;
- 8° zich ertoe verbinden de door de subsidie gedekte uitrusting te verzekeren tegen verlies, diefstal en vernietiging;
- 9° aangesloten zijn bij de gehandicapten sportfederatie of bij de vereniging voor sportbeoefening voor sportkringen met betrekking tot de aankoop van sportmateriaal bestemd voor aangepaste of gehandicapte sportbeoefening.

De regering kan aanvullende specifieke voorwaarden vaststellen."

Art. 43/3. § 1. Het voor de berekening van de subsidie in aanmerking genomen bedrag is niet hoger dan de door de regering vastgestelde maximumprijs.

§ 2. De regering bepaalt een maximaal interventiepercentage of een forfaitair interventiebedrag.

Art. 43/4. De regering bepaalt:

- 1° de lijst van de te subsidiëren sportuitrusting per sportdiscipline of per familie van disciplines;
- 2° de lijst van maximale eenheidsprijzen per sportuitrusting.

Art. 43/5. De regering bepaalt:

- 1° de voorwaarden, de berekeningsregels en de toekenning van subsidies;
- 2° de procedure voor de toekenning van subsidies."

Art. 8. In hoofdstuk IV wordt een afdeling VI ingevoegd met als opschrift :

"Van subsidies tot de organisatie van competities van nationale aard".

Art. 9. In afdeling VI, ingevoegd bij artikel 8, worden de volgende artikelen 43/6 tot en met 43/8 ingevoegd:

"Art. 43/6. § 1. De regering kent, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, subsidies toe voor de organisatie, in het Franse taalgebied of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van nationale en niet-recurrente sportwedstrijden tijdens hetzelfde jaar.

§ 2. Voor de toepassing van de in paragraaf 1 bedoelde subsidie wordt onder "wedstrijd van nationale aard" verstaan een wedstrijd die in de officiële kalender van de bevoegde nationale instantie is opgenomen en die tot doel heeft één of meer Belgische kampioentitels in de categorie senioren te verlenen.

In de context van individuele sporten zijn atleten met de status van topsporter, sportbelofte of jong talent betrokken bij een sportwedstrijd met een nationaal karakter.

In het kader van teamsporten gaat het om sportclubs die zijn aangesloten bij een sportbond of bij de gehandicaptenbond met een of meer sporters met de status van topsporter, sportbelofte of jong talent in een nationale sportwedstrijd.

Art. 43/7. De in artikel 43/5 bedoelde subsidie kan worden gebruikt voor de organisatie van nationale sportwedstrijden in het Franse taalgebied of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid door:

1° de in toepassing van de artikelen 21 en volgende erkende sportbonden;

2° de gehandicaptenbond;

3° de vereniging voor Sport in het hoger onderwijs;

4° kringen die op het ogenblik van de indiening van de aanvraag gedurende ten minste één voltoid kalenderjaar zijn aangesloten bij erkende sportbonden en bij de gehandicaptenbond;

5° verenigingen zonder winstoogmerk die op het ogenblik van de indiening van de aanvraag het schriftelijk akkoord hebben gekregen van een erkende sportbond of de gehandicaptenbond of van een club die gedurende ten minste één voltoid kalenderjaar bij de erkende sportbonden en de gehandicaptenbond is aangesloten.

Art. 43/8. De regering bepaalt:

1° de aard van de subsidiabele uitgaven die rechtstreeks verband houden met de organisatie van de nationale wedstrijd, inzonderheid de kosten voor:

a) consultancy;

b) de verhuur van sportfaciliteiten;

c) de aankoop of huur van sportuitrusting;

d) verzekering en beveiliging;

e) compensatie ten behoeve van vrijwilligers;

f) communicatie en promotie;

g) de aan de bevoegde nationale instantie betaalde registratierechten voor organisaties;

2° eventuele maxima voor de subsidiabel geachte uitgaven;

3° de voorwaarden voor de berekening en de toekenning van subsidies;

4° de procedure voor de toekenning van subsidies."

Art. 10. In hoofdstuk IV wordt een afdeling VII ingevoegd met als opschrift "Subsidies voor internationale sportevenementen".

Art. 11. In afdeling VII, ingevoegd bij artikel 10, worden de volgende artikelen 43/9 tot en met 43/12 ingevoegd:

"Art. 43/9. § 1. De regering kent, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, subsidies toe voor de organisatie van of de deelname aan internationale sportwedstrijden buiten het grondgebied van het Franse taalgebied of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

§ 2. Voor de toepassing van de in paragraaf 1 bedoelde subsidies wordt onder "internationale sportwedstrijd" verstaan het hoogste wedstrijdniveau dat in de officiële kalender van de bevoegde internationale organisatie is opgenomen met het oog op de voorbereiding op, de kwalificatie voor en de deelname aan Europese, Wereld-, Olympische en Paralympische Spelen en soortgelijke evenementen.

In het kader van individuele sporten komen atleten met de status van topsporter, sportbelofte of jong talent in aanmerking voor internationale sportcompetitie.

In het kader van teamsporten zijn betrokken bij een internationale sportwedstrijd nationale ploegen en sportclubs die zijn aangesloten bij een sportbond of bij de gehandicaptenbond met een of meer sporters met een status van topsporter, sportbelofte of jong talent.

In sportkringen wordt alleen het niveau van de hoogste wereld- of Europese competitie in aanmerking genomen.

Art. 43/10. De in artikel 43/8 bedoelde subsidie kan worden gebruikt voor de organisatie van internationale sportwedstrijden in het Franse taalgebied of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door:

1° de in toepassing van de artikelen 21 en volgende erkende sportbonden;

2° de gehandicaptenbondfederatie;

3° de vereniging van sport in het hoger onderwijs in het kader van de Universiades en de Werelduniversiteitskampioenschappen;

4° kringen die op het ogenblik van de indiening van de aanvraag gedurende ten minste één voltoid kalenderjaar zijn aangesloten bij erkende sportbonden en bij de gehandicaptenbond;

5° verenigingen zonder winstoogmerk die op het ogenblik van de indiening van de aanvraag het schriftelijk akkoord hebben gekregen van een erkende sportbond of de gehandicaptenbond of van een club die gedurende ten minste één voltoid kalenderjaar bij de erkende sportbonden en de gehandicaptenbond is aangesloten.

De toegekende subsidie kan betrekking hebben op de volgende interventiekaders:

1° de aanvraag: de elementen in verband met de voorbereiding en de presentatie van het aanvraagdossier;

2° organisatorische toewijzing: de elementen die volgen op de formele aanwijzing stroomopwaarts van de organisatie;

3° de organisatie van de wedstrijd: elementen in verband met de organisatie.

Art. 43/11. De in artikel 43/8 bedoelde subsidie kan worden gebruikt om deel te nemen aan internationale sportwedstrijden buiten de Franse Gemeenschap door:

1° de met toepassing van artikel 21 en volgende erkende sportbonden die niet beschikken over een aanvullende subsidie ter ondersteuning van de uitvoering van een programmaplan voor de ontwikkeling van topsport als omschreven in artikel 37, § 1;

2° de gehandicaptenbond, voor zover de betrokken wedstrijden niet zijn opgenomen in het Paralympisch programma en niet voorkomen in haar programmaplan;

3° de vereniging voor sport in het hoger onderwijs in het kader van de Universiades en de Werelduniversiteitskampioenschappen;

4° kringen die op het ogenblik van de indiening van de aanvraag gedurende ten minste één voltooid kalenderjaar zijn aangesloten bij erkende sportbonden en bij de gehandicaptenbond.

Art. 43/12. De regering bepaalt:

1° de aard van de subsidiabele uitgaven die rechtstreeks verband houden met de organisatie van of de deelname aan de internationale wedstrijd, namelijk de kosten:

a) consultancy;

b) de verhuur van sportfaciliteiten;

c) de aankoop of huur van sportuitrusting;

d) verzekering en beveiliging;

e) compensatie voor vrijwilligers;

f) communicatie en promotie;

g) huisvesting en reizen;

h) arbitrage;

i) de door de bevoegde internationale instantie vereiste registratievergoeding voor de organisatie.

2° eventuele maxima voor de subsidiabele geachte uitgaven;

3° de voorwaarden, de berekening en de toekenning van subsidies;

4° de procedure voor de toekenning van subsidies”.

Art. 12. Afdeling IIIbis van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2021, wordt opgeheven.

Art. 13. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling VIII ingevoegd met als opschrift “Subsidie voor de ontwikkeling van de sportkwaliteit”.

Art. 14. In afdeling VIII, ingevoegd bij artikel 13, worden de volgende artikelen 43/13 tot en met 43/17 ingevoegd:

“Art. 43/13. De regering kent, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, aanvullende subsidies toe aan de met toepassing van artikel 21 en volgende erkende sportbonden en aan de gehandicaptenbond om de verwezenlijking van programma’s voor de ontwikkeling van de kwaliteit van de sport aan te moedigen.

Art. 43/14. De programma’s voor de ontwikkeling van sportkwaliteit zijn onderverdeeld in drie categorieën van steunmaatregelen:

1° de labelling van aangesloten clubs voor de opleiding van jongeren van 6 tot 23 jaar en van 6 tot 25 jaar voor clubs die aangesloten zijn bij sportbonden voor gehandicapten;

2° sportopsporing;

3° de gespecialiseerde opleiding.

De regering bepaalt, op basis van de beschikbare kredieten, voor een periode van twee jaar de minimum- en maximumbedragen die voor elke categorie van steunmaatregelen worden toegekend.

Art. 43/15. § 1. De regering bepaalt het minimumkader en de minimumcriteria voor sportbonden en de gehandicaptenbond, alsook de nadere regels voor de invoering van het kader voor labelling, validering, evaluatie en bestraffing in geval van niet-naleving van het gevalideerde kader, dat de volgende elementen omvat:

1° de algemene doelstellingen van het labellingskader;

2° indicatoren voor toezicht, controle en evaluatie;

3° de categorieën van classificatie van kringen;

4° de procedures voor sancties, schorsing en intrekking van het label in geval van niet-naleving van de antidopingregels en de sportethiek.

Met het oog op de toekenning van een aanvullende subsidie voor de categorie bedoeld in artikel 43/14, 1°, leggen de sportbonden en de gehandicaptenbond aan de overheid een labelkader voor de opleiding van jongeren voor, rekening houdend met het minimumkader bedoeld in het eerste lid van dit artikel en met minimaal de volgende elementen:

1° de voor elk van de categorieën vastgestelde criteria en doeleinden, waaronder:

a) normen en personeelssterkte per classificatiecategorie;

b) trainingsvolumes en -niveaus;

c) het aantal opgeleide scheidsrechters;

d) verbintenissen inzake bevordering en eerbiediging van de sportethiek;

2° de diensten en compensaties van de sportbonden of de gehandicaptenbond ten behoeve van de kringen;

3° de nadere regels en criteria voor de verdeling van de eventuele subsidie over alle of een deel van de gelabelde clubs volgens de indelingscategorieën.

Het labellingskader voor jeugdopleiding heeft een looptijd van vier jaar vanaf de datum van validering door de administratie. Na twee jaar is een tussentijdse evaluatie gepland. De sportbonden en de gehandicapten sportbond zorgen voor de actualisering na de evaluatie.

Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de regering het aantal categorieën dat per sportbond of gehandicapten sportbond kan worden gesubsidieerd, beperken.

§ 2. Het bedrag van de aanvullende subsidie voor de labelling van aangesloten kringen is de som van de producten van de door de regering vastgestelde coëfficiënt, voor een periode van 2 jaar, op de volgende elementen:

- 1° het aantal gelabelde kringen;
- 2° het aantal aangesloten sporters tussen 6 en 23 jaar en tussen 6 en 25 jaar voor clubs die zijn aangesloten bij gehandicapten sportbonden binnen de gelabelde clubs;
- 3° het aantal gediplomeerde onderwijs- en sportmanagers aangesloten bij de gecertificeerde kringen;
- 4° het aantal aangesloten en regelmatig aangestelde scheidsrechters binnen de erkende clubs;
- 5° het aantal gediplomeerde kaderleden sport in de aangesloten kringen;
- 6° het aantal scheidsrechters aangesloten bij de erkende clubs die het statuut van hoogniveau scheidsrechter of nationale scheidsrechter hebben;
- 7° het aantal gelabelde kringen met een aansluiting bij een erkende sportbond en bij de gehandicapten sportbond of bij de recreatieve gehandicaptenvereniging.

De regering kan een forfaitaire verhoging vaststellen van het totaalbedrag dat per erkende sportfederatie en voor de gehandicapten sportfederatie wordt verkregen met voor alle categorieën een criterium dat erop gericht is bij te dragen tot de verwezenlijking van de volgende doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling:

- 1° gendergelijkheid bereiken en alle vrouwen en meisjes autonoom maken;
- 2° toegang voor iedereen tot duurzaam beheerde watervoorziening en sanitaire voorzieningen waarborgen;
- 3° de ongelijkheden binnen en tussen landen verminderen;
- 4° duurzame consumptie- en productiepatronen tot stand brengen;
- 5° dringend maatregelen nemen om de klimaatverandering en de gevolgen ervan te bestrijden;
- 6° de terrestrische ecosystemen in stand houden en herstellen en zorgen voor duurzaam gebruik ervan, bossen duurzaam beheren, woestijnvorming bestrijden, bodemdegradatie een halt toeroepen en omkeren en het verlies aan biodiversiteit een halt toeroepen.

De regering kan, na vaststelling van de criteria, een forfaitaire verhoging vaststellen van het totale bedrag dat voor elke erkende sportbond en voor de gehandicapten sportbond wordt verkregen als werkingskosten voor het beheer en de controle van hun labellingskader. Zij zijn als enige verantwoordelijk voor het gebruik van de subsidies door de aangesloten kringen.

§ 3. De aanvullende subsidie voor het labelen van aangesloten kringen is bedoeld om de gelabelde kringen rechtstreeks te ondersteunen bij de opleiding en integratie van jongeren.

De erkende sportbonden en de gehandicapten sportbond zijn verantwoordelijk voor het toezicht op de correcte aanwending van de aan de aangesloten kringen toegekende bedragen. Zij zijn als enige verantwoordelijk voor het gebruik van de door de aangesloten kringen verstrekte subsidies. In dit verband zijn zij verantwoordelijk voor het verzamelen bij hun aangesloten kringen van de documenten die nodig zijn voor de juiste verantwoording van de aanwending van de subsidies aan de Franse Gemeenschap.

§ 4. Voor de berekening van de aanvullende subsidie wordt alleen rekening gehouden met de gegevens betreffende de erkende kringen in de geselecteerde categorieën.

§ 5. De regering kan voor elk criterium een specifiek forfaitair bedrag per sportbond en gehandicapten sportbond vaststellen.

§ 6. Voor de aanvullende subsidie voor de labelling van de aangesloten kringen bepaalt de regering:

- 1° de aard van de subsidiabele uitgaven die rechtstreeks verband houden met de opleiding van jongeren en het beheer van het labellingskader, inzonderheid:
 - a) de kosten in verband met de subsidies van het kaderpersoneel met pedagogische roeping;
 - b) kosten in verband met de opleiding van het kaderpersoneel met pedagogische roeping;
 - c) kosten in verband met de huur van sportfaciliteiten;
 - d) kosten in verband met de aanschaf van niet-duurzame sportuitrusting;
 - e) de kosten van gegroepeerd vervoer voor jeugdwedstrijden;
 - f) kosten in verband met de uitvoering van ethische projecten door de afgevaardigde van "Vivons Sport", zoals bepaald in artikel 16, § 2, van het Ethiekdecreet;
- 2° eventuele maxima voor de subsidiabele geachte uitgaven;
- 3° de voorwaarden en procedures voor de toekenning van de subsidie;
- 4° de procedure voor de toekenning van de subsidie.

§ 7. De regering kan een specifiek forfaitair bedrag per erkende sportbond of gehandicapten sportbond vaststellen.

Art. 43/16. § 1. Voor de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 43/14, 2°, bepaalt de regering:

- 1° voor een periode van twee jaar, de minimumrichtlijnen die moeten worden opgenomen in het programma voor de identificatie en begeleiding van sporters met hoog potentieel;
- 2° de te volgen procedure voor de invoering en validering van het identificatie- en begeleidingsprogramma, alsmede de evaluatiemethoden.

§ 2. Voor de vaststelling van het bedrag van de in § 1 bedoelde aanvullende subsidie zal de regering:

- 1° het door de sportbond of de gehandicapten sportbond voorgestelde technisch referentiekader goedkeuren, met inbegrip van de specifieke selectiecriteria voor de verschillende statussen en leeftijdsgroepen;

2° de aard van de subsidiabele uitgaven die rechtstreeks voortvloeien uit het programma voor de identificatie en begeleiding van sporters met hoog potentieel bepalen, inzonderheid:

- a) de kosten voor de huur van sportinfrastructuur en accommodatie voor sporters en kaderpersoneel met pedagogische roeping;
- b) de kosten in verband met vergoedingen voor vast of incidenteel onderwijzend kaderpersoneel;
- c) reiskosten voor vast of incidenteel onderwijzend kaderpersoneel;
- d) de kosten voor het huren van sportuitrusting;
- e) de kosten in verband met de aanschaf van sportuitrusting voor niet-duurzaam gebruik;
- f) de kosten in verband met het ontwerp en de uitvoering van de uitgevoerde acties;
- g) de kosten in verband met het collectief vervoer van sporters, met uitzondering van de kosten bedoeld in artikel 43/14, § 6, e);
- h) de kosten in verband met de deelname aan of de organisatie van sportcompetities;

3° de maximumbedragen bepalen van de subsidiabel geachte uitgaven;

4° de criteria bepalen voor beoordeelbare prestaties;

5° de voorwaarden, de berekeningswijze en de toekenning van de subsidie bepalen.

§ 3. De regering kan een specifiek forfaitair bedrag per erkende sportbond of gehandicaptenbond vaststellen.

Art. 43/17. § 1. Voor de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 43/14, 3°, bepaalt de regering:

1° voor een periode van twee jaar, de aard, de inhoud en de doelstellingen van een gespecialiseerde opleiding die kan worden gedeeld door de sportbonden en verenigingen die beschikken over een programmaplan voor de opleiding van kaderleden zoals beschreven in artikel 42, § 1, voor sportkaderleden met een pedagogische of leidinggevende roeping van de erkende sportbonden en de gehandicaptenbond, gericht op de versterking van specifieke pedagogische vaardigheden;

2° de toelatingscriteria voor erkende sportbonden en de gehandicaptenbond;

3° het coördinatie- en samenwerkingskader;

4° de aard van de subsidiabel geachte uitgaven, inzonderheid:

- a) advieskosten (consultancy);
- b) personeelskosten;
- c) administratieve kosten;
- d) de kosten voor het ontwerpen en schrijven van opleidingsreferentiemateriaal;
- e) kosten in verband met de organisatie van opleidingscursussen;

5° eventuele maxima voor de subsidiabel geachte uitgaven;

6° het percentage van het voorschot van de pro rata subsidie;

7° de berekening van de subsidie.

§ 2. De regering kan voor elke erkende sportbond of gehandicaptenbond een specifiek forfaitair bedrag vaststellen.”.

Art. 15. In hoofdstuk VI van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 45/1 ingevoegd:

”Artikel 45/1. Op aanvragen voor subsidies voor de aankoop van sportuitrusting die vóór de datum van inwerkingtreding van de artikelen 6 en 7 van het decreet van 1 december 2022 zijn ingediend, blijven de voorheen geldende bepalingen van toepassing.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 december 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 461-1. – Amendement(en) in de commissie, nr. 461-2 - Commissieverslag, nr. 461-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 461-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 november 2022